Fatoumata Fathy Sidibé

La voix d'une rebelle

Auteure, artiste peintre, députée honoraire, Fatoumata Fathy Sidibé, **belge d'origine malienne**, a aussi travaillé dans les domaines du journalisme, du multimédia, de l'édition, du social et de l'associatif. Elle a notamment été durant plus de quinze ans la correspondante permanente de notre magazine à Bruxelles. Après avoir **cofondé le comité belge Ni Putes Ni Soumise Wallonie Bruxelles** en 2006, dont elle assure la présidence jusqu'en 2009, elle se lance en politique. Elle siège comme députée au Parlement bruxellois. En mars 2019, elle décide de ne pas se représenter et de quitter l'arène politique après dix ans de mandat parlementaire. Dans « *La voix d'une rebelle* », elle revient sur son parcours et ses années de lutte.

Qu'est-ce qui vous a amenée à écrire ce livre ?
Je voulais parler de mon parcours, celui d'une révoltée de cœur depuis l'enfance et que l'engagement militant a mené sur les bancs du parlement bruxellois. Beaucoup de personnes ignorent le cheminement qui mène une personne à faire certains choix. Ce livre témoigne de mon expérience de femme, noire, de culture musulmane, laïque, féministe, militante pour les droits humains. C'est aussi un retour sur les combats menés pour la laïcité, les droits des femmes, des personnes LGBTI+, contre les racismes, les discriminations, les dérives du communautarisme et de l'islam radical. Ce livre est un cri de liberté.

Vous dites qu'à 8 ans vous étiez déjà féministe, qu'est-ce que cela voulait dire pour vous ?
J'ai été éduquée dans une société patriarcale qui brandissait — surtout pour les filles — la vertu et l'honneur en devise familiale ; une société régie par les traditions, la loi islamique, les us et coutumes, l'obéissance à la norme, l'assignation à résidence identitaire sous l'œil omniprésent et impitoyable du tribunal communautaire. Les garçons étaient les princes de la famille. Leur destin était d'être servis. Celui des filles de servir. J'étais révoltée. J'étais déjà féministe sans savoir ce que signifiait ce mot. Ce n'était pas un choix, mais une évidence, une nécessité vitale. Je regardais, observais d'un œil perçant et sans complaisance la société malienne patriarcale qui opprime les femmes et les muselle.

Votre père disait : « *Quand un homme n'a pas de fille, il est maudit* ». Quel homme était-ce pour avoir la volonté d'envoyer tous ses enfants à l'école et n'avoir qu'une femme ? Que vous a-t-il transmis ?
La devise de mon père était « *Honneur et dignité* ». Cela m'a pesé toute ma vie. Mon père m'a donné cette chance extraordinaire de frotter et limer mon esprit contre celui des autres grâce aux livres de sa bibliothèque que je dévorais frénétiquement. Mes parents ont fait des études tous les deux, ce qui est plutôt une chance au Mali, et encore davantage dans le contexte colonial. Mon père tenait à ce que tous ses enfants aillent à l'école. Je crois que son mariage avec ma mère a été un mariage d'amour, il n'a d'ailleurs jamais opté pour la polygamie, alors qu'il aurait pu épouser quatre épouses selon la loi islamique au Mali. Après le décès de ma mère, ce sont surtout ses filles qui l'ont accompagné, entouré, pris soin de lui, jusqu'à la fin de sa vie.

Pensez-vous que si vous n'étiez pas venue en Europe, enfant pour repartir ensuite au Mali vous auriez été révoltée de la même façon ?
C'est difficile à dire. Je crois que les êtres humains naissent avec des caractères et des aspirations que la vie peut faire éclore ou étouffer.

> *« Les mères opprimées ne sont pas condamnées à mettre au monde des filles opprimées »*

Je suis née avec la conscience aiguë de la liberté, de la justice et de l'égalité. Mon père m'a donné les armes de la liberté, mais il ne pensait pas que je m'en servirai au point de devenir rebelle contre l'ordre patriarcal établi.

Croyez-vous que le destin des femmes africaines reste encore aujourd'hui de souffrir ? Voyez-vous des améliorations à leur situation ?
Les mères opprimées ne sont pas condamnées à mettre au monde des filles opprimées. Petite, j'entendais que le destin de la femme est de souffrir. Que c'est par le biais de son mari qu'une femme peut accéder au paradis ! Que le mariage et la naissance d'un fils sont les deux jours de gloire d'une femme ! Que la femme peut enfanter d'un génie, mais qu'une femme ne sera jamais un génie. Que le mariage est souffrances, sacrifice, abnégation ! Dans certains pays africains, la parole des femmes semble s'être recroquevillée sous le poids de la tradition et du religieux. Les enjeux de l'accès à l'éducation, à l'emploi, à l'autonomisation des filles, à la paix restent cruciaux. Les us, coutumes et traditions rétrogrades et la montée des extrémismes religieux freinent l'avancée des lois émancipatrices, mais la présence à l'arraché des femmes à des postes de hautes responsabilités tant au niveau économique que politique augure des lendemains meilleurs. Il y a aussi une nouvelle génération de féministes décidées à en découdre avec le système patriarcal et à revendiquer leurs droits.

Vous parlez de votre mère et expliqué tout ce qu'elle a enduré. Vous dites qu'elle tenait parce qu'elle avait la foi. Est-ce d'après vous le cas de nombreuses femmes encore aujourd'hui ? La religion a-t-elle une place toujours plus importante ?
Parfois, le peuple n'a que la foi comme horizon d'un monde meilleur quand la vie sur terre n'offre plus de possibilités d'amélioration. Aujourd'hui, plutôt que s'en remettre à la fatalité, de nombreuses jeunes femmes se lèvent, résistent, refusent leur destin de citoyennes de seconde zone.

Vous expliquez votre engagement contre le religieux et ses déviances. La laïcité est-elle parmi les principaux combats de votre existence ?
La laïcité est non seulement une urgence démocratique, mais aussi une bouffée d'oxygène pour les droits des femmes. La laïcité n'est ni rejet de la religion, ni athéisme, ni agnosticisme. La laïcité garantit la liberté religieuse, la ■■■

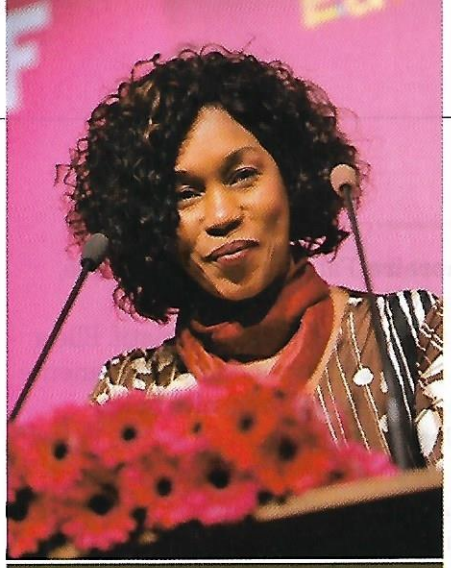
liberté de conscience c'est-à-dire la liberté de croire, de ne pas croire ou de changer de religion. C'est un rempart contre la montée des intégrismes et des fascismes de tous bords. Un État laïque protège les services publics des revendications religieuses, mais aussi les citoyens et citoyennes contre les pressions et les tentatives de mainmise religieuse sur leurs libertés et leurs droits. Elle protège les croyants et les non croyants. Aujourd'hui dans le monde, 85 pays discriminent de manière grave et systématique les non-croyants et les minorités religieuses. Quant à l'apostasie, le fait d'abandonner ou de changer de religion, ainsi que le blasphème, ils restent des crimes passibles de la peine de mort dans au moins 13 pays du Moyen-Orient, d'Afrique du Nord et d'Asie du Sud-Est. Qu'il est bon de vivre dans un pays qui ne persécute pas, ne discrimine pas sur la base des convictions religieuses et philosophiques.

Vous décrivez un monde où les hommes s'arrogent tous les pouvoirs et les femmes répondent à leurs diktats. Pensez-vous que les femmes soient responsables de la situation dans lesquelles elles sont (moins bien rémunérés, en politique rarement dans les ministères régaliens ...) parce qu'elles ont trop tendance à se dévaloriser ?

Non, c'est la faute au patriarcat, ce système d'exploitation, d'oppression économique, sociale, politique du groupe social des « *femmes* » par le groupe social des « *hommes* ». C'est la faute de la société qui initie, cautionne, encourage tout cela à travers l'éducation, les textes de loi, les us, coutumes, le langage, les stéréotypes, les publicités sexistes, la dévalorisation des métiers féminins, les discriminations en matière d'éducation, de formation, de partage des tâches. Il existe des mécanismes invisibles en faveur des hommes. Depuis l'enfance, les femmes intériorisent les stéréotypes sexistes, s'autocensurent, manquent de confiance en elles, ne se sentent pas capables, pas tout à fait légitimes pour aller chercher la place et la reconnaissance qu'elles méritent. Le droit doit être là pour prévenir et réparer ces injustices. Comme, par exemple, la lutte contre les inégalités hommes/femmes, l'égalité salariale hommes/femmes le congé paternité obligatoire, les quotas et la mixité au sommet de l'administration et des entreprises, la tolérance zéro et la fin de l'impunité contre les auteurs de violences conjugales.

Vivons-nous toujours dans un monde dominé par le patriarcat ou pensez-vous que la situation est en train d'évoluer avec les mouvements metoo, balance ton porc, comment voyez-vous l'avenir ?

Même en Afrique, #MeToo et #Balancetonporc ont permis de briser l'omerta qui régnait autour du harcèlement et des agressions sexuelles vécus par les femmes au quotidien. Elles mettent individuellement et collectivement des mots sur les maux qu'elles subissent. Les pouvoirs publics doivent prendre leurs responsabilités et cela tient en trois mots : prévention, éducation, répression. En attendant, les femmes ont le courage de ne plus accepter les agressions sexistes. Quant au féminicide, la guerre lui est désormais déclarée. Quand un homme tue une femme, ce n'est pas un drame familial. C'est un meurtre. Ce n'est pas un fait divers. Il faut une chaîne de solidarité contre le système du sexisme et du patriarcat.



« Je pense que le XXIe siècle sera celui des femmes en Afrique »

Vous avez œuvré pour donner aux femmes plus de visibilité dans l'espace public en demandant à ce que rues, bâtiments, portent leur nom. Qu'en est-il aujourd'hui ?

L'espace public est calqué sur le modèle patriarcal. Tout se passe comme si la rue, l'espace public est la propriété des hommes et que les femmes n'en sont que locataires. D'ailleurs, le harcèlement de rue est là pour montrer aux femmes qu'elles n'ont rien à faire dehors. Au parlement, j'ai déposé une proposition de résolution relative à l'attribution de noms de femmes aux espaces publics bruxellois (rues, places, bâtiments publics, stations de métro, gares, bus, trams, auditoires). Depuis, les initiatives se multiplient dans le sens d'une plus grande visibilité des femmes dans l'espace public. Il ne s'agit pas seulement de « *féminiser* » l'espace public, mais aussi de le « *démasculiniser* » afin de rendre hommage à toutes ces femmes, modèles pour les générations futures, qui ont façonné et façonnent encore l'histoire. La conquête du pouvoir pour les femmes passe aussi par la conquête de l'espace public. À côté du mon corps m'appartient, je propose #Laruemappartientaussi.

Vous vous revendiquez ouvertement féministe. Qu'est-ce qu'être féministe aujourd'hui ?

Être féministe, c'est revendiquer que les femmes sont des êtres humains, qu'elles ont droit à la vie, au respect, à la dignité, à la sécurité, à la liberté, à l'éducation, à l'emploi, à la santé, à l'autonomie financière., à l'égalité salariale, aux droits sexuels et reproductifs, à l'égale répartition des tâches ménagères, à la mixité au niveau des instances de la société et aux sphères du pouvoir. Être féministe, c'est lutter contre les violences, les discriminations et des injustices commises à l'encontre des femmes. C'est refuser que les différences biologiques soient instrumentalisées pour créer la différence de statut, une sous condition féminine. Le féminisme n'est pas une guerre des sexes. Il ne s'agit pas de remplacer une domination par une autre. Il s'agit de mettre fin à la guerre contre les femmes.

Pendant le confinement on a beaucoup parlé de violences faites aux femmes. Pensez-vous que les politiques aujourd'hui se sentent davantage concernés ?

Aujourd'hui, il y a une prise de conscience qu'il faut que les femmes soient entendues, accueillies et protégées, que les coupables soient poursuivis, que la justice soit plus accessible, qu'il faut davantage de places d'hébergement, qu'il faut permettre aux associations de disposer des moyens financiers et humains suffisants. Mais force est de constater que les violences faites aux femmes ne sont pas encore une réelle priorité nationale ni une question de santé publique. Pour ma part, il est temps de relever le niveau d'alerte au maximum, de décréter l'état d'urgence contre les violences faites aux femmes.

Vous avez également dénoncé les mutilations génitales féminines notamment dans notre magazine. Malgré l'adoption d'une résolution par les Nations Unies interdisant l'excision notamment, elle reste tenace. Quelle solution proposez-vous ?

En dépit des avancées obtenues au niveau législatif et sur le terrain, le nombre de femmes et de filles ayant subi une mutilation sexuelle dans le monde fait frémir. L'UNICEF estime qu'elles sont 200 millions de filles et de femmes et que 3 millions de filles sont à risque chaque année. En 2019, j'ai déposé au parlement francophone bruxellois une proposition de résolution visant « *à intensifier la prévention des mutilations génitales féminines* ». Je plaide en Belgique pour la mise en place d'un contrôle systématique des organes génitaux externes des petites filles à risque, car malgré les lois, malgré les actions de sensibilisation, des fillettes sont encore mutilées en cachette en Belgique et à l'étranger. Mes propositions ? Que partout les hommes

soient des relais des campagnes de sensibilisation. Si les hommes de la famille interdisent que l'on touche à leurs filles, cela aura de l'impact. Pour ma part, je suis pour une condamnation ferme de tout chef de famille dont une fille est mutilée dans le présent et dans le futur. Ainsi, ils seraient contraints de prendre position et de veiller à ce que les filles soient intactes. C'est radical, mais le temps des grands discours est révolu. Arguer que c'est une affaire de femme permet aux hommes de se dédouaner de leurs responsabilités envers ces crimes odieux.

Vous dites que les religions sont sexistes et misogynes, pouvez-vous nous l'expliquer.
Toutes les religions se sont érigées sur le patriarcat et donc sur la misogynie, la discrimination, la domination du corps et de l'esprit des femmes. Elles ont permis de sacraliser les mécanismes de domination à travers lesquels s'exerce le contrôle patriarcal. Leur mot d'ordre : revenir à l'ordre archaïque qui renvoie les femmes aux devoirs que leur dicte leur nature, à leurs sacro-saintes obligations terrestres dictées par les hommes assistés par Dieu le père, le fils et les Saints Esprits sexistes. Car celui qui tient la femme, tient tout.

En Afrique, les femmes accèdent de plus en plus à des postes de responsabilité. Dernièrement le Togo et le Gabon ont nommé une femme comme Premier ministre. Qu'en pensez-vous ?
Je pense que le XXI[e] siècle sera celui des femmes en Afrique

Vous dites qu'en Belgique, les stéréotypes, clichés et préjugés qui existaient lors de la période coloniale et qui présentaient les Noirs comme inférieurs persistent. Pensez-vous que ce soit un phénomène généralisé à l'ensemble de l'Europe ? Que pensez-vous du mouvement Black lives Matter ?
En Belgique, le racisme antinoir pèse sur le quotidien de toute une partie de la population. Ce sont des discriminations flagrantes que l'on retrouve dans le domaine de l'emploi, de l'enseignement, dans le cadre des contrôles de faciès et des violences policières. En Belgique, le niveau de discrimination à l'embauche des Afrodescendants serait similaire à celui des États-Unis. Un constat paradoxal quand on sait que les Afrodescendants de Belgique sont plus diplômés que la moyenne nationale. Un racisme antinoir banalisé, normalisé, invisibilisé. Je suis la première à avoir introduit dans un débat parlementaire le concept de négrophobie. C'est un phénomène que l'on retrouve à des degrés divers, dans de nombreux pays européens, d'Asie, etc. La négrophobie au sein des sociétés arabo-musulmanes est aussi une réalité.
Les préjugés et les stéréotypes négatifs envers les Afrodescendants n'ont pas besoin de la colonisation pour exister. Les pays qui n'ont jamais eu de colonies n'en sont pas exempts. Le mouvement Black lives Matter, né aux USA a permis de soulever une lame de fond, de rendre visible l'invisible, de donner une voix aux Afrodescendants, mais les réalités européennes sont différentes de celles de l'Amérique.
Je crois que ce que nous vivons en Europe vient aussi du fait que le continent africain peine à se faire respecter aujourd'hui parce que certains dirigeants ne respectent pas leur peuple. Combien de chefs d'État et de dirigeants africains sont venus, très justement, manifester à Paris en mémoire des victimes de Charlie Hebdo et dire non au terrorisme, à la barbarie alors qu'ils bafouent les lois les plus élémentaires de leurs peuples, y compris la liberté de la presse ? Combien de gouvernements organisent des marches, une minute de silence en mémoire des migrants disparus sur les routes sahariennes et méditerranéennes, en hommage aux survivants, aux corps et aux esprits meurtris qui vivent un autre enfer dans les pays d'accueil, matraqués, enfermés dans les centres fermés, espérant être reconnus dans leur humanité ? Combien de pays africains organisent des marches en soutien aux femmes et aux enfants victimes de violences sexuelles en Afrique ? Combien de chefs d'État et de gouvernements de nos pays d'origine pillent, écrasent, oppriment, volent, discriminent leur peuple ? Chaque vie ne compte-t-elle pas ? Nos vies doivent compter pour nous-mêmes aussi. Oui, BlackLivesMatter est aussi valable sur le continent africain.

Que vous a appris votre passage en politique ?
Que beaucoup de gens entrent en politique avec un idéal, mais que certains le perdent en cours de route, surtout à force d'y rester trop longtemps. Il est sain qu'il y ait une vie avant et après la politique. Pour ma part, je propose de limiter le mandat des politiques à quinze ans, quitte à ce qu'ils aillent faire un petit tour ailleurs pour revenir.

Vous dites : « *Nous ne pouvons pas continuer à nous enfermer* » et à nous laisser enfermer dans le statut de victime, écouter les revanchards du passé qui ânonnent que l'avenir du continent africain est entravé par l'esclavage, la colonisation, le néocolonialisme, les causes de tous nos malheurs. Le passé ne doit pas hypothéquer le futur. On peut, on doit s'inspirer de la belle idée de l'Europe pour créer les États-Unis d'Afrique. » Comment voyez-vous ces États-Unis d'Afrique ?
L'Afrique a connu l'esclavage et la colonisation et ils sont un pan de son histoire. Certes, un grand pan d'injustices, de discriminations, de violences, de spoliations, de destructions physiques, psychologiques et matérielles. Mais l'Afrique doit reprendre les rênes pour créer son futur. Les problèmes sont sur le continent africain, les solutions aussi. Personne ne nous libérera de nous-mêmes. Je vois les États-Unis d'Afrique comme un espace de croissance et de progrès social où l'on met l'accent sur l'éducation, la création d'emploi, la santé, où l'on promeut les produits locaux. C'est un espace politique où l'on tente d'apaiser les conflits communautaires, de construire une démocratie pensée et construite de l'intérieur. C'est une armée forte et bien formée pour assurer la sécurité et refuser la présence permanente des forces militaires étrangères, c'est lutter contre la corruption, le népotisme, revaloriser nos cultures et nos traditions positives, c'est refuser de plier l'échine face à l'Occident, à la Chine, aux États-Unis, à la Turquie, etc. qui veulent imposer leur agenda.

S'il fallait trois mots pour résumer votre parcours quels seraient-ils ?
Courage, persévérance, intégrité

Que vous a appris votre combat pour les droits ?
Les droits humains ont horreur du vide. Il faut cent fois revenir sur l'ouvrage. Car même ce que l'on croyait acquis peut être menacé.

De quoi êtes-vous la plus fière ?
Je n'ai pas encore réalisé ce dont je suis la plus fière. Je peux encore faire mieux.

Vous êtes aussi peintre, est-ce que votre combat s'exprime également dans votre peinture ?
Oui, car c'est inconsciemment la soif de la liberté qui m'a menée à déployer une bonne partie de ma création artistique autour du thème des masques, pour briser les interdits. Car j'ai maintes fois entendu dire que « *les femmes ne portent pas de masque et ne les touchent pas* ». Depuis la nuit des temps, écarter les femmes de certaines sphères relève d'une crainte de les voir menacer le système de domination patriarcal. Car l'enjeu est le pouvoir. Et la création est pouvoir. La création est liberté.

Quels sont vos projets ?
J'ai des projets dans l'entrepreneuriat... j'espère pouvoir vous en reparler d'ici peu. •

La voix d'une rebelle, de Fatoumata Fathy Sidibé, aux éditions Luc Pire